

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Le-photovoltaïque-prend-la-voie-de>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Le photovoltaïque prend la voie de l'aérotrain**

**20 juin 2007**

## **Le photovoltaïque prend la voie de l'aérotrain**

Energie. Dans le Loiret, des panneaux seront installés sur la structure de l'ancien monorail pour créer le plus gros site de France.

A chacun de ses voyages entre Paris et Orléans, Medhi Jarry, professeur d'électronique en lycée technique, regarde avec convoitise le rail surélevé du célèbre et éphémère aérotrain de l'ingénieur Bertin. Une structure en béton de 17 kilomètres de long abandonnée en pleine Beauce au milieu des années 70. « Je me suis toujours demandé ce que l'on pouvait faire de ce rail interminable », se souvient-il. En 1997, dans le cadre d'une spécialisation professionnelle, Medhi Jarry se tourne vers l'énergie à haute tension. Et c'est le déclic. « J'ai tout de suite pensé au photovoltaïque. »

Moue. La France étant l'un des mauvais élèves européens en la matière (voir encadré), c'est l'exemple allemand qui le conforte dans la faisabilité du projet. « L'idée naissant, il a fallu rencontrer les différents acteurs locaux, dont la direction départementale de l'équipement (DDE), propriétaire de l'édifice, et la région, partenaire naturel de ce type de projet », raconte-il.

L'accueil est intéressé, mais méfiant quant à la faisabilité. « Administrativement parlant, ça n'a pas été une mince affaire », se rappelle-t-il. Même l'entourage de Medhi, ne le prend pas vraiment au sérieux. Alors il affine, avance, consolide son projet, aidé par Ali Zakavati, un ami ingénieur qui officie chez Deciorg Conseil, un petit cabinet parisien spécialisé dans l'organisation. Finalement, la petite structure se saisit du projet et le baptise Solaren. Ce sera son premier chantier d'envergure en matière d'énergies renouvelables. Concrètement, il s'agit d'installer près de 10 000 m<sup>2</sup> de panneaux solaires, pour une puissance totale de 10 mégawatts et un coût de 50 millions d'euros.

« La région Centre était partante ; la DDE, propriétaire du site, semblait intéressée. Nous avons décidé de nous lancer », confie Vincent Agossa, responsable marketing de Deciorg. Pourtant lorsqu'Agnès Thibal, la vice-présidente de région (Verts), en charge de l'environnement et du développement durable, voit débarquer ce projet de mégacentrale photovoltaïque, elle ne peut s'empêcher de faire la moue : « La centralisation des panneaux solaires pose le problème du transport de l'électricité ainsi produite. Nous sommes plutôt dans une logique de petites structures installées sur le bâti existant et situées au plus près du consommateur. » Malgré ces réserves, la région ne peut laisser passer cette chance de voir, sur son sol, la plus grande vitrine photovoltaïque de France. « Nous sommes là dans une filière en pleine expansion », reconnaît l'élue verte. « Il y a pour les entreprises locales des places à prendre. » Alors va pour le projet Solaren. Le risque est d'autant plus petit que la région refuse de mettre le moindre sou dans l'affaire. Une position sans doute influencée par les Verts au plan national, qui s'opposent catégoriquement à ces concentrations

industrielles.

Si Vincent Agossa juge ces réserves recevables, il insiste sur la complémentarité des moyens de production : « Il est techniquement possible d'installer un panneau solaire dans un hameau, mais avec ce principe de centrale voltaïque nous allons pouvoir alimenter une agglomération comme Orléans et ses environs. » Et derrière pourrait naître un intérêt touristique auquel la région ne serait pas insensible. « Nous contribuerions ainsi au développement de l'actuel pôle d'excellence énergétique régional, déjà alimenté par l'éolien, veut croire Vincent Agossa. Cette centrale, qui sera la plus grande de France et l'une des plus grandes d'Europe, intéressera naturellement les scolaires, les enseignants et les chercheurs de Paris et d'ailleurs. »

Sphère privée. Le projet un peu fou de Medhi Jarry est donc en passe de voir le jour. Côté financement, le cabinet d'études mise sur un accord passé tout récemment avec la direction des énergies renouvelables du groupe Total. Et, selon les estimations les plus raisonnables, les premiers panneaux pourraient être installés d'ici deux ans. Un délai qui trouve grâce aux yeux du géniteur : « Aujourd'hui, la productivité des panneaux solaires est de l'ordre de 15 %. Dans quelques mois seulement, elle devrait atteindre les 40 %. Toutes nos prévisions sont donc dans la partie basse de la fourchette. » De son côté, EDF s'engage contractuellement à racheter l'électricité produite pendant vingt ans pour un montant annuel de 120 000 euros. Une structure de type mixte public-privé pourrait prochainement voir le jour, réunissant des partenaires locaux et nationaux, tels l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), la Caisse des dépôts, Total, et bien sûr le petit Deciorg. « Cette initiative restera dans la sphère strictement privée », insiste Agnès Thibal, avec une fermeté toute politique.